

Le grand **débat national**

Mouans-Sartoux - mercredi 13 février 2019

Thème 1 : Organisation de l'État et services publics

- Différencier le service public direct et le service public délégué (ex. La Poste).
- Contrôler les services publics de la poste sur sa qualité lorsque des bureaux sont fermés et remplacés par de services municipaux ou autres.
- Cela entraîne une rupture d'égalité territoriale et une inégalité dans le service public en fonction des territoires.
- C'est une perte de proximité, d'accessibilité des services rendus.
- Maintenir le plus possible l'accueil direct du public.
- Attention à la fracture numérique et aux zones non couvertes par les réseaux. Cela entraîne de possibles renoncements aux droits. Les zones non couvertes par les réseaux entraînent la désertification des territoires.
- La dématérialisation complète des services, les traitements numériques des dossiers entraînent la réduction des personnels qui accueillent le public. C'est une inégalité des citoyens dans l'accès aux droits et aux services.
- Chaque citoyen devrait avoir la même qualité de service public et la même accessibilité à ces services.
- Il faudrait développer les maisons des services publics dans les zones rurales avec des permanences.
- L'hôpital public : est-il normal que dans l'hôpital public il y ait des domaines privés.
- L'utilisation des moyens de l'hôpital public à des fins privées, libérales est abusive. Y a t il une contrepartie et à quelle hauteur ?
- Les dépassements d'honoraires dans l'hôpital public sont-ils normaux ?
- Créer des maisons de santé pluridisciplinaires notamment dans les territoires ruraux.
- L'eau, l'énergie qui sont des biens communs de première nécessité devraient être gérés par le secteur public et distribués sans but de profits privés.
- Les grandes infrastructures (aéroports, autoroutes), financées au départ par l'État devraient être gérées par l'État.
- Le service public ne doit pas répondre à une logique de rentabilité tout en étant rigoureux.
- Les régions pourraient être un contre-pouvoir à l'état avec plus de compétences et de capacités financières.
- Supprimer les intercommunalités.
- « Je suis pour la proximité avec les citoyens ».
- La lourdeur du système qui vient des différents échelons des collectivités : il faudrait une simplification pour plus de transparence et pour rendre les choses plus compréhensibles.
- Il faudrait plus de communication sur ces fonctionnements.

RÉDUIRE LES DÉPENSES DE L'ÉTAT :

- Suppression du Sénat.
- Responsabiliser financièrement les citoyens dans leurs actes (notamment les fautifs d'accidents...) S'ils ne sont pas solvables, les pénaliser par des travaux d'intérêt général.
- Réduire le train de vie de l'État et des élus sur l'exemple allemand : logement, véhicule, privilèges, etc.
- Que les élus vivent comme tout le monde pour reprendre le dialogue avec le peuple.
- L'absentéisme des parlementaires doit être sanctionné financièrement.
- Plus de privilèges après les fins de mandat au gouvernement.

LES POLICES :

- Il y a-t-il des doublons entre les différentes polices, pourquoi la police n'est-elle pas unifiée ?
- Que fait le ministère de l'Intérieur pour plus d'efficacité, plus de coordination, pour réduire les doublons et peut être réduire les dépenses ?

Thème 2 : la fiscalité et les dépenses publiques

- Utilisation des impôts : transparence totale par ex : la CSG etc...
- Utilisation des différentes taxes.
- A quoi servent les impôts ?
- Rétablir la confiance dans la répartition des impôts : lourdeurs administratives.
- Tout citoyen doit pouvoir consulter les chiffres en mairie au niveau national et local.
- Refuser l'évasion fiscale et la fraude fiscale.
- Plus de dégressivité dans l'impôt.
- Impôt universel sur tous les revenus, symbolique pour les plus faibles revenus.
- Problème des fiscalités différentes dans les pays européens.
- Pas de TVA sur les produits alimentaires de base.
- S'assurer de la bonne utilisation des budgets.
- Taxer davantage le capital que le travail.
- Supprimer l'ISF sur la résidence principale.
- Remonter le seuil des droits de succession (disparité du prix de l'immobilier suivant les régions)
- Ne plus imposer la CSG.
- Réduire les dépenses de l'État.
- Salaire des députés imposables.
- Développer les transports en commun.
- Renationaliser les autoroutes et les aéroports.
- On peut faire des économies partout en utilisant l'argent intelligemment en particulier au niveau local.
- Baisser le chômage.
- Réindustrialiser la France.
- Les aides sociales doivent arriver au bon endroit.
- Plus d'efficacité dans la gestion des dépenses sociales.
- Chacun doit se responsabiliser et épargner pour sa retraite tout en conservant le système par répartition. Mutuelle prise en charge par l'employeur, y compris pour les fonctionnaires et les chômeurs.

- Hôpital (éviter le gaspillage des médicaments).
- Obligation de maisons médicales pour les secteurs sous médicalisés.
- Payer plus d'impôt pour l'éducation (dotation identique pour chaque commune) et la transition écologique.
- Choisir l'orientation d'une fraction de ses impôts. Tout le produit doit être affecté à l'objectif choisi (exemple la taxe carbone ou taxe sur les pesticides)
- Redonner de la marge de manœuvre et de l'autonomie aux collectivités locales et pour cela impliquer davantage les citoyens qui devraient être consultés pour tout projet onéreux.
- Effacer la dette de la France .

Thème 3 : la transition écologique

FINANCEMENT :

- Ne peut-on financer que par les taxes ? Si on finance par l'impôt c'est plus équitable parce que cela tient compte des revenus.
- Il faut pondérer les taxes en fonction des revenus des usagers (par exemple si on taxe l'essence il faut des chèques énergie pour les bas revenus).
- Pour toutes les énergies quotidiennes (eau, électricité, gaz, essence), les consommations vitales il faut des tarifs accessibles (plus on consomme, plus le tarif est élevé).
- Lorsqu'il y a des taxes ciblées sur la transition écologique, nous n'avons pas la visibilité de la réelle utilisation.
- Il y a un certain sentiment d'impunité chez certains utilisateurs d'énergie fossile, par exemple les avions avec le kérosène, pour les portes conteneurs. On propose de taxes ces carburants.
- Le groupe était plutôt favorable au retour de l'éco taxe pour les camions en transit.
- Il faut favoriser le ferroutage.
- Il faut subventionner les vélos à assistance électrique.

CRÉDITS D'IMPÔTS :

- Il faudrait que les crédits d'impôts soient inversement proportionnels aux revenus. Il faut faire attention que les professionnels ne montent pas les tarifs lorsqu'il y a des crédits d'impôts . On propose donc de plafonner les travaux qui bénéficient des crédits d'impôts.

POLLUEURS PAYEURS :

- Pour responsabiliser les entreprises polluantes, il faut leur imposer d'arrêter de polluer, il faut qu'ils versent une taxe pour les années de pollution passées. Il faut interdire le commerce des droits à polluer.
- Il faut inciter les entreprises à utiliser des énergies non polluantes et à avoir des comportements vertueux (exemple diminution des emballages).
- La taxation de la finance et de la bourse peut être un moyen de financement de la transition écologique.

MISE EN ŒUVRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE :

- Lancer de grands chantiers nationaux d'énergies renouvelables.
- Favoriser au niveau des territoires des actions de mise en œuvre d'autonomie énergétique.
- Imposer des normes de construction favorisant la transition énergétique (isolation, autonomie énergétique ...)

- Changer les habitudes et les comportements, et les accompagner par des campagnes nationales de sensibilisation (par exemple favoriser la ventilation à la climatisation, le compostage, le jardinage, l'arrêt de l'écobuage)
- Faire connaître les initiatives réussies des territoires, les médias locaux ou nationaux pourraient aussi informer sur les réussites et les évolutions nécessaires.
- Les écoles devraient être un lieu d'éducation à la transition écologique et les bâtiments scolaires devraient être exemplaires écologiquement (isolation, panneaux solaires, économies d'énergie, composteur, tri des déchets, alimentation bio équitable. . . .)
- Développer le covoiturage et les parkings relais et les pistes cyclables.
- Réduire le coût pour les usagers des transports en commun (un voyage à 4 en voiture peut revenir moins cher que 4 billets de train)

Thème 4 : démocratie et citoyenneté

VIE INSTITUTIONNELLE & DÉMOCRATIE :

- Défiance avec les représentants en général de façon plus ou moins marquée
- Importance de la proximité dans la relation élu/citoyen, de connaissance et de confiance
- Importance des asso mais risque de substitution des missions de l'état par les asso
- Besoin de renforcer le lien entre citoyens sans intermédiaire
- Représentation ouvrière trop faible dans les institutions
- Pour renouer le lien citoyen/élu, besoin de respect, bilan d'activité à faire de façon plus régulière, principe révo-catoire à intégrer dans le mandat, sanctionner l'absentéisme
- Représentation syndicale trop faible en France : cause ou conséquence de leur faible pouvoir et rôle
- Corps intermédiaires à renforcer, réinventer pour servir de rouages
- Vote blanc important et vote obligatoire
- Élargissement de la réunion des maires de France pour remonter les problèmes de terrain, les classer
- Référendum à cibler sur des sujets précis en impliquant les députés/sénateurs en s'appuyant sur des sujets qui remontent des citoyens entre 3 et 10% – retour d'expériences des votations suisses
- Référendum Initiative Partagée : doit être amené par les citoyens et non par les députés. Proposition d'impliquer le CESE pour filtrer les RIP et les guider dans le processus législatif.
- Rediscuter le processus de représentation, le rôle du Sénat pour avoir une assemblée constituante
- Cumul des mandats : à poursuivre voire renforcer pour limiter le nombre de mandats.
- Proportionnel : la rendre intégrale – pas de consensus => proposition : système majoritaire à conserver notamment pour l'assemblée et garder la stabilité / pour le sénat pourrait avoir une proportionnelle intégrale + tirage au sort pour garantir une large représentativité.
- Besoin d'avoir des représentations notamment les handicapés

VIE CITOYENNE :

- Difficulté à déléguer des décisions aux élus pour des décisions à long terme (type nucléaire)
- Donner envie aux citoyens de s'impliquer dans la vie politique, les partis notamment

- Discrimination des handicapés au niveau des crédits, assurances
- Discrimination des jeunes (mais pas uniquement) avec un prénom/nom issus de l'immigration à l'embauche;
- Proposition de discrimination positive, donner des avantages aux entreprises, aider la création d'entreprises dans des zones défavorisées
- Engagement civique : renforcer l'attractivité du bénévolat en leur donnant des avantages, le rôle des associations
- Les actions municipales de prévention, sensibilisation, répression (police) génèrent des recettes vers l'État qui sont à transférer vers la collectivité
- Créer des espaces de citoyenneté et du collectif hors association
- Incivilité : politesse, vivre ensemble, respect, exemplarité des forces de l'ordre => équilibre parent – école à revoir pour l'éducation, videoverbalisation n'est pas une solution. Comment en sommes-nous venu là ? entre autre par l'individualisation => aller vers l'autre.
- Les réseaux sociaux peuvent générer des incivilités. Pas vraiment de solution exprimée.
- Presse et médias responsables de la dégradation et n'assurent plus d'éducation populaire.

IMMIGRATION

- Améliorer l'accueil pour bien intégrer les immigrés : éducation notamment les langues (enfant et parent), vivre ensemble, capacité à travailler, droit de vote (local au moins). Faire des immigrés une chance de créativité, de culture, de diversité.
- Garantir la libre circulation des personnes. C'est un phénomène qui a toujours eu lieu et qui va se poursuivre, voire s'amplifier.

